

## Déclaration liminaire :

**M**onsieur le Président,

Nous ne pouvons débiter ce CTPD sans évoquer le contexte général. Tout au long de l'été, le gouvernement a semé sa rhétorique libérale sur le déficit public. Entre le pacte Euro Plus et la fameuse « règle d'or », les gouvernements, à la solde des marchés financiers, essaient une nouvelle fois de nous faire le coup de la crise. Après la volonté de casser l'emploi, le gouvernement veut baisser un peu plus les salaires par l'augmentation de la base de calcul de la CSG. Dans son plan d'austérité, le gouvernement met aussi en cause notre système de santé. Le doublement de la taxe que payent les mutuelles sur les contrats « solidaires et responsables » se traduira inéluctablement par une nouvelle augmentation des cotisations que payent les assurés sociaux.

Depuis la crise de 2008, les salariés ont bien compris qu'ils n'en étaient pas la cause mais bien qu'ils détiennent la solution. La question de la répartition des richesses (engagée depuis le conflit contre la réforme scélérate des retraites) continue de se développer.

**Depuis la rentrée, la CGT a lancé dix exigences pour sortir de la crise.** Cela doit se concrétiser par l'emploi, l'augmentation des salaires, le développement des services publics et une autre fiscalité.

**L'emploi sera encore au cœur des nombreux points à l'ordre du jour de ce CTPD.**

**La mise en place des SIP de Toulouse Ouest et Toulouse Sud-Ouest ne peut être évoquée sans la question de l'emploi.** La volonté farouche de l'Administration de ne pas entendre les contre-propositions de la CGT telle la non-scission des trésoreries illustre les conditions de la mise en place de la fusion. Le seul objectif de la Direction est bien de suivre le calendrier de la mise en place des SIP sans prendre le temps de tirer un premier bilan. Les personnels de Basso-Cambo et du Mirail vous ont alerté à maintes reprises en ayant le sentiment réel de ne pas être entendus, que ce soit sur les travaux, l'emploi, l'organisation des SIP, ... C'est sans parler des engagements de M PARINI non tenus à ce jour sur l'indemnité particulière pour les personnels du Mirail. Que penser de ce silence si ce n'est du mépris.

### A l'ordre du jour du CTPD:

- Mise en place des SIP de Toulouse Ouest et Toulouse Sud-Ouest
- Création et transformation d'emplois (SIP Saint-Gaudens, SFACT et Pensions)
- Réorganisation de la Dépense
- Bilan de la campagne IR
- Mise en place des DSO dans les SIE
- Révision foncière de la valeur locative des locaux professionnels

Concernant la réorganisation des services de la Dépense, la Direction met les organisations syndicales devant le fait accompli. **La CGT dénonce une nouvelle fois la mise en place de CHORUS qui, non seulement enfreint la séparation ordonnateur-comptable, mais aussi sert à supprimer des emplois.** Les divers services dépenses (CHORUS ou dépense classique) doivent faire face à de nouvelles missions sans emplois supplémentaires.

**Nous réitérons nos propos du dernier CTPD sur le bilan de la campagne IR.** Les documents sont des plus laconiques. A part montrer la pertinence d'un accueil de proximité, et donc de la proposition de la Fédération des Finances CGT au travers des Maisons des Finances, aucun bilan sur les moyens tant humains que matériels n'est communiqué. En revanche question communication, la Direction ne se prive pas de larges articles de presse ou reportage photo sur le site départemental où tout apparaît formidable. **L'accueil dans les services est de plus en tendu avec des situations d'agression qui se développent.**

**Les SIE sont au bord de l'asphyxie.** La Direction n'a pas l'air de prendre la pleine mesure de la difficulté des services. Pour seule réponse c'est une nouvelle mission (DSO) sans emploi supplémentaire avec une formation à minima tant pour les SIE que les trésoreries de proximité.

**La révision foncière de la valeur locative des locaux professionnels est incontournable.** Plutôt que se donner les moyens d'assurer une justice fiscale qu'ils doivent aux citoyens, les gouvernants ont préféré supprimer massivement les emplois publics empêchant ainsi une telle révision globale. Comment lancer un tel chantier sans mettre les emplois nécessaires tant dans les services des hypothèques que les CDIF. Encore une fois ce n'est qu'effet d'annonce sans se donner les moyens nécessaires à accomplir l'ensemble des missions pleines et entières.

La CGT Finances Publiques vient de tenir des heures mensuelles d'information dans différents services. **Ce qui l'en ressort est un profond sentiment de fatigue et de dégoût au sortir des congés d'été.** Les collègues sont revenus dans les services sans réelle perspective d'amélioration compte tenu de la politique dévastatrice sur l'emploi. Toutes les missions des deux filières sont en péril. Il y a urgence à répondre à cette situation de crise.

**Vous le voyez, sans répondre à la question de l'emploi le débat sera vérolé, la Direction et le Ministère ont la responsabilité de voir s'aggraver encore la situation actuelle qui traduit déjà une profonde crise interne.**

**Enfin, ce 21 septembre, dix années auront passé depuis l'explosion d'AZF, mais les plaies restent ouvertes et le souvenir de cette catastrophe toujours vif pour les salariés du site industriel, des établissements environnants et pour toute la population toulousaine.** Il y a dix ans, plusieurs collègues avaient été touchés tant du point de vue professionnel que personnel. Nous réitérons notre demande de permettre aux collègues de se rassembler dans les services le mercredi 21 septembre. La CGT se bat et mobilise les salariés et citoyens pour une véritable transformation sociale en rupture avec les politiques économiques, sociales et environnementales actuelles. Il s'agit de poser les bases d'un développement au service d'un nouveau type de croissance, fondée sur une nouvelle finalité.